



Bulletin d'information sur le processus de PNA au Sénégal

Bulletin PNA N° 3 – DÉCEMBRE 2025

Adaptation aux changements climatiques dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture

Éditorial

Par Mme GUEYE Aissatou Fall NDOYE, point focal sectoriel Pêche/Environnement et Changement climatique à la Direction des Pêches maritimes du ministère des Pêches et de l'Économie maritime

Au Sénégal, la pêche et l'aquaculture occupent une place stratégique dans la sécurité alimentaire, la création d'emplois et le développement économique. Avec plus de 700 kilomètres de côtes et un important réseau hydrographique, le pays dépend fortement de ses ressources halieutiques, qui fournissent près de 70 % des apports en protéines animales et font vivre des millions de Sénégalais.

Actuellement, ce secteur vital est confronté à plusieurs défis aggravés par les effets des changements climatiques. Parmi ces effets on peut citer la variabilité de la température de l'eau, l'élévation du niveau de la mer, l'acidification des océans, la modification de la répartition des espèces, la dégradation des habitats, l'insécurité en mer et les pertes d'infrastructures, qui affectent directement la productivité des pêches et les moyens de subsistance des acteurs. Ces impacts se conjuguent à des pressions anthropiques déjà fortes, telles que la surexploitation des ressources, les conflits d'usage et la pollution marine.

Face à cette situation, l'adaptation aux changements climatiques s'impose comme une priorité stratégique pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture. C'est ainsi que conformément à ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris, le Sénégal avait élaboré en 2016 un Plan national d'adaptation (PNA) du secteur de la pêche et de l'aquaculture à l'horizon 2035.

C'est dans cette dynamique que le pays, en 2025, a actualisé son PNA en cohérence avec la Vision Sénégal 2050, la Stratégie nationale de développement 2025 – 2029 et la Contribution déterminée au niveau National (CDN 3.0). Ce plan renouvelé porte une vision ambitieuse : celle d'« **une pêche productive et résiliente au changement climatique, porteuse d'un développement durable et d'inclusion à l'horizon 2035** » (ministère de l'Environnement et du Développement durable, & ministère des Pêches et de l'Économie maritime, 2016). Il met l'accent sur le renforcement des capacités, la gestion durable des ressources, la sécurité des pêcheurs, le développement de l'aquaculture, la valorisation des produits halieutiques et la mise en place d'une gouvernance bleue intégrant pleinement le genre.

Ce bulletin d'information vise à contribuer au partage de connaissances, de bonnes pratiques et d'initiatives menées par les différents acteurs au niveau local. Il s'agit de renforcer la compréhension des enjeux climatiques, de valoriser les expériences d'adaptation sensibles au genre et d'encourager l'engagement collectif des acteurs publics, privés et communautaires afin de préserver les ressources halieutiques et garantir des moyens de subsistance durables pour les générations actuelles et futures.

Le présent numéro s'intéresse aux impacts des changements climatiques sur la pêche et l'aquaculture au Sénégal. Il met en évidence les défis auxquels le secteur est confronté, tout en présentant des initiatives d'adaptation mises en œuvre par les acteurs locaux, avec une attention particulière à l'inclusion du genre. À travers des exemples tirés de la Grande Côte, de la Petite Côte et de la Casamance, le bulletin montre comment des solutions concrètes contribuent à renforcer la résilience des communautés de pêche.

Effets des changements climatiques et tendances climatiques futures

Les communautés vivant de la pêche au Sénégal ressentent de plus en plus les effets des changements climatiques. Ces changements ont un impact direct sur les ressources halieutiques, les conditions de travail en mer, les revenus des acteurs et la sécurité alimentaire des populations. Ces impacts négatifs touchent particulièrement les femmes, principales actrices de la transformation et de la commercialisation des produits halieutiques, mais aussi les jeunes pêcheurs, qui se tournent de plus en plus vers l'émigration clandestine.

Les scénarios climatiques RCP 4.5 et RCP 8.5, utilisés dans le PNA du Sénégal, montrent que ces effets vont s'accroître dans les années à venir si rien n'est fait (ministère de l'Environnement et du Développement durable, & ministère des Pêches et de l'Économie maritime, 2016).

Principaux effets des changements climatiques sur la pêche

Sous-secteur	Effets des changements climatiques	
	Scénario RCP 4.5	Scénario RCP 8.5
Pêche marine et continentale	• Diminution et migration de stocks halieutiques importants sur le plan social, économique et écologique • Augmentation des accidents en mer et de la destruction d'équipements et d'infrastructures liés à la pêche	• Diminution et migration de stocks halieutiques importants sur le plan social, économique et écologique • Augmentation des accidents en mer et de la destruction d'équipements et d'infrastructures liés à la pêche
Aquaculture	• Accroissement du besoin de développer l'aquaculture	• Accroissement plus important du besoin de développer l'aquaculture

Source : ministère de l'Environnement et du Développement durable, & ministère des Pêches et de l'Économie maritime, 2016 ; Barange et al., 2018.

Tendances climatiques futures

Température terrestre : pour les projections de la température, la tendance générale est à la hausse sur tout le Sénégal (2031 – 2040) par rapport à la période historique de référence (1976 – 2005). Les températures les plus élevées seront recensées dans la zone du sud-est, tandis que les zones nord et centre ouest auront les élévations les plus faibles (ministère de l'Environnement et du Développement durable, & ministère des Pêches et de l'Économie maritime, 2016).

Salinité des eaux : les projections de l'évolution des paramètres climatiques (augmentation de la température atmosphérique, diminution de la pluviométrie) et de l'évapotranspiration pourraient provoquer l'accroissement de la salinité des eaux maritimes et continentales (ministère de l'Environnement et du Développement durable, & ministère des Pêches et de l'Économie maritime, 2016).

Ces changements affecteront directement la reproduction des poissons et la disponibilité des ressources halieutiques, rendant la pêche plus difficile et plus risquée pour les communautés.

Le secteur de la pêche dans les politiques d'adaptation du Sénégal

Au Sénégal, la pêche est essentielle pour l'économie et les populations (notamment les jeunes et les femmes), car elle crée des emplois, contribue fortement à la sécurité alimentaire et constitue le premier produit d'exportation du pays (ministère de l'Environnement et du Développement durable, & ministère des Pêches et de l'Économie maritime, 2016). Cependant, malgré son importance économique et sociale, la pêche est identifiée depuis près d'une décennie comme l'un des principaux secteurs les plus vulnérables aux changements climatiques. Pour faire face à ce fléau, le pays a intégré l'adaptation du secteur dans ses principaux documents de planification.

L'adaptation dans la CDN	L'adaptation dans le PNA de 2016 (en révision)
Options : • Gestion durable des ressources halieutiques et restauration des habitats marins • Amélioration de l'efficacité de la gestion et extension des aires marines protégées (AMP) et des parcs marins • Promotion du développement de l'aquaculture durable • Amélioration de la sécurité des communautés de pêcheurs et des infrastructures liées à la pêche • Amélioration de la recherche sur la dynamique de développement de la mangrove et les services écosystémiques connexes • Restauration et gestion durable des mangroves	Vision : « Une pêche productive et résiliente au changement climatique, porteuse d'un développement durable et d'inclusion à l'horizon 2035 ». Six axes stratégiques et 29 options : • Axe 1. Renforcement des capacités du secteur de la pêche sur les aspects relatifs aux changements climatiques • Axe 2. Gestion durable des ressources halieutiques et restauration des habitats • Axe 3. Meilleure valorisation des produits halieutiques et diversification des sources de revenus des communautés de pêcheurs • Axe 4. Amélioration de la sécurité des communautés de pêcheurs et des infrastructures liées à la pêche • Axe 5. Développement de l'aquaculture au niveau national • Axe 6. Mise en place d'un cadre de gouvernance bleue

Bonnes pratiques dans la pêche maritime

Joal : quand l'État et les communautés joignent leurs efforts

Joal est une commune de la région de Thiès située à l'extrémité de la Petite-Côte. Elle fait partie des grands centres de pêche considérés comme des sites permanents dans lesquels les débarquements annuels sont en moyenne supérieurs à 2 500 tonnes (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2008).

Manifestations et effets des changements climatiques

Dans cette localité, les changements climatiques se manifestent de diverses façons :

- La hausse de la température de l'eau entraîne la migration des poissons, la baisse des captures, l'accentuation des conflits entre professionnels de la pêche et l'administration d'une part et entre professionnels d'autre part, une baisse des revenus, particulièrement chez les femmes, qui s'activent principalement dans la transformation et la commercialisation des produits halieutiques (ministère de l'Environnement et de la Transition écologique, 2025), la réduction de la diversité des espèces pêchées, et la raréfaction des espèces de grande taille.
- L'augmentation de l'effort de pêche, qui se traduit par l'éloignement des zones de pêche, des dépenses accrues et l'allongement de la durée des séjours en mer.
- L'avancée de la mer est amplifiée par les prélèvements de sables, entraînant l'érosion côtière, la destruction de matériels et d'équipements et l'insécurité en mer.

Mesures d'adaptation mises en œuvre

Initiatives de l'État

- Mise en œuvre d'un **repos biologique** avec interdiction de la pêche nocturne pour une durée de six mois chaque année.
- **Interdiction de filets actifs** tels que le filet tournant, le filet dérivant, le filet encerclant et la senne tournante, qui menacent tous les ressources et en particulier les espèces juvéniles.

RÉSULTATS : l'application de ces différentes mesures a eu comme résultat la réapparition d'espèces qui s'étaient raréfiées (par exemple, la sardinelle), l'amélioration de la biodiversité et l'augmentation progressive des captures.

Initiative du Conseil local de pêche artisanale (CLPA) et des communautés

- **Immersion de pots à poulpes** : ces pots en argile fabriqués par des femmes servent de récifs artificiels et favorisent la reproduction du poulpe. La pratique, d'abord testée à Mbour, est aujourd'hui largement utilisée à Joal, avec environ 30 000 pots immergés par an.
- Mise en œuvre de **mesures de gestion concertée des ressources**, d'une part à travers des conventions locales avec l'appui des CLPA, d'autre part à travers les AMP avec des plans de gestion établis entre les acteurs.
- Appui à la mise en œuvre de diverses **activités génératrices de revenus** telles que la mise en place d'embouches bovines, de mielleries et de quincailleries maritimes pour diminuer la pression sur les ressources marines.

Ces actions montrent que les communautés peuvent jouer un rôle central dans la protection et la restauration des écosystèmes marins.

Témoignages



Ibrahima Lo, inspecteur régional des pêches de Thiès : *« Tous les acteurs de la pêche doivent s'approprier la question des changements climatiques en évitant de penser que c'est virtuel ou que ça n'arrive qu'aux autres ».*



Moussa Kairé, secrétaire général du CLPA de Joal: *« Au lieu de toujours solliciter l'État, je dis à ceux qui s'adonnent à la pêche des juvéniles qu'on ne peut pas tuer sa jeunesse et espérer avoir des adultes valides ».*



Mbaye Seck, ancien coordonnateur et actuelle personne-ressource du CLPA : *« Il est important de transformer les produits pour l'alimentation humaine plutôt que pour l'alimentation animale, afin d'augmenter la valeur ajoutée et nourrir les populations ».*

Bonnes pratiques dans la pêche maritime

Yoff et Soumbédioune : les acteurs locaux s'organisent face aux changements climatiques

Yoff est une commune située au nord-ouest de Dakar, tandis que Soumbédioune est un site traditionnel de pêcheurs situé sur la corniche ouest de Dakar. Les deux sites relèvent de la Direction de la Protection et de la Surveillance des pêches de Dakar, qui travaille en collaboration avec le CLPA. Les communautés locales de ces deux sites ressentent les effets des changements climatiques sur leurs activités quotidiennes.

Comment les changements climatiques se font-ils ressentir à Yoff et à Soumbédioune ?

Les acteurs de la pêche y perçoivent les changements climatiques à travers les fortes houles, qui augmentent la survenue d'accidents et de la disparition de pirogues, mais aussi à travers la raréfaction des poissons, qui oblige les pêcheurs artisanaux à aller jusqu'à 100 km au large à la recherche des poissons. Les changements climatiques s'y manifestent aussi par une modification des populations de poissons liée à l'augmentation de la température de l'eau ; par exemple, avant on pouvait y pêcher des espèces qui vivent dans l'eau peu chaude telles que le mérrou, le pageot et la badèche merguson à 3 m de profondeur, mais actuellement elles sont obligées de migrer en haute mer pour trouver des conditions favorables.

Cette situation rend le travail en mer plus dangereux et plus difficile. Elle réduit aussi les possibilités de revenus pour les ménages, particulièrement ceux dirigés par les femmes, à la suite de l'émigration des jeunes résultant de la raréfaction des ressources halieutiques.

Quelles mesures d'adaptation sont mises en œuvre ?

Les mesures d'adaptation sont essentiellement mises en œuvre par les organisations des acteurs (pêcheurs, mareyeurs, transformateurs, etc.) regroupés au sein de leurs CLPA respectifs.

- **Installation de dispositifs de concentration de poissons.**

Il y a environ trois ans, les acteurs de Yoff et de Soumbédioune, avec l'appui du CLPA, ont procédé à la mise en place de dispositifs de concentration de poissons (DCP), également installés à Ouakam. Les DCP sont des structures immergées ou flottantes qui permettent d'attirer et de regrouper les poissons, facilitant ainsi leur reproduction et leur gestion durable (instrument de gestion créé par l'article 20 du Code de la pêche maritime du Sénégal).

Témoignages



Adja Mame Gueye Mbaye, micromareyeuse, présidente des Femmes transformatrices de poissons du quai de pêche de Yoff : « Avec la rareté des poissons, nos activités de transformation sont au ralenti. Pour faire face à cette situation, nous organisons des tontines afin de financer d'autres activités génératrices de revenus. Mais nous avons besoin de plus de formation et de matériel ».



Issa Fall, Coordonnateur du CLPA Sombédioune: « À l'instar des autres secteurs affectés par les changements climatiques, le secteur de la pêche doit bénéficier de programmes de restauration des habitats. Cela passe par la multiplication des AMP, l'immersion de récifs artificiels et la mise en place de DCP, notamment à travers la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) qui exploitent le pétrole en mer ».

- **Utilisation de l'information climatique à travers les données fournies par l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie du Sénégal :**

- ✓ Installation de drapeaux de couleurs ayant différentes significations pour alerter : rouge (signifiant une mer agitée, danger), jaune (mer moyennement agitée) et vert (mer calme, navigation possible).
- ✓ Diffusion de messages WhatsApp vocaux, plus faciles à comprendre par tous.

- **La promotion de l'approche ascendante (du bas vers le haut) ou « bottom-up »**

Adoptée par les CLPA a permis la définition et la mise en œuvre de plans d'aménagement et de gestion des espèces. C'est ce qui est à l'origine des immersions de pots à poulpes et de l'appropriation de l'interdiction de la pêche des espèces juvéniles. Ceci a favorisé la survie du poulpe.

- **Adaptation et solidarité économique, surtout pour les femmes**

- ✓ À Sombédioune : pour faire face au difficile accès au financement bancaire, les femmes et les pêcheurs ont développé des mécanismes de solidarité à travers des tontines, des prêts et des soutiens mutuels pour les activités génératrices de revenu.
- ✓ À Yoff, le quai de pêche consacre 5 % de ses recettes aux activités de sensibilisation et de surveillance du CLPA et 10 % aux activités de formation, y compris sur les changements climatiques.

Kayar : résilience communautaire et autonomisation des femmes

Kayar est une ville côtière de la région de Thiès située à environ 58 km au nord de Dakar. Elle se trouve dans une zone qui a une ouverture directe sur la mer et qui ne bénéficie d'aucune protection naturelle. Kayar est ainsi exposée aux fortes vagues qui lui arrivent tout droit du nord et du nord-ouest (Deme, 2014). C'est un grand centre de pêche où s'active près d'un millier d'unités de pêche. Outre l'activité de pêche, la mer est à la base de beaucoup de filières économiques comme le mareyage et la transformation artisanale des produits halieutiques (Deme, 2014).

Manifestations et effets des changements climatiques à Kayar

Entre 2016 et 2017, Kayar a vécu des épisodes de très fortes houles qui ont causé des dégâts considérables tels que la destruction d'habitats, d'infrastructures (p. ex., station de carburant, fondation du quai de pêche) et de la plage. Les changements climatiques y sont ressentis également à travers la modification saisonnière des populations de poissons et l'espacement des sorties en mer.

Ces phénomènes ont affaibli l'économie locale et accentué la vulnérabilité des acteurs, en particulier des femmes transformatrices, qui dépendent fortement de l'approvisionnement en poisson.

Des stratégies locales innovantes face aux risques

Pour faire face à ces défis, le CLPA de Kayar a développé un mode de financement innovant basé sur la solidarité et la contribution volontaire des acteurs :

- Organisation de manifestations lucratives commanditées par des acteurs économiques du secteur de la pêche.
- Affectation d'une part des ressources issues de la vente de carburant pour la pêche.
- Chaque pirogue qui débarque 50 caisses de poisson ou plus verse l'équivalent du prix d'une caisse au CLPA.

Ces stratégies permettent de faire face, entre autres, aux accidents survenus en mer (réparation de matériels endommagés, recherche de personnes disparues ou en difficulté) (Niasse, 2022).

Les femmes de Kayar : fortes, mais vulnérables

Même si les activités de pêche en mer sont majoritairement pratiquées par les hommes, les femmes jouent un rôle clé dans la transformation et la commercialisation du poisson à Kayar. Elles sont organisées au sein de groupements et de fédérations.

Que font les femmes ?	Quelles difficultés rencontrent-elles ?
• Transformation (séchage, fumage, salage) • Micromareyage • Gestion de groupements féminins • Participation à des formations en gestion	• Manque de poisson à transformer • Forte concurrence (usines de farine et d'huile de poisson) • Difficulté d'accès aux crédits • Taux d'intérêt très élevés dans les institutions de microfinance

Malgré cela, plusieurs femmes réussissent à créer et développer leurs propres activités, démontrant ainsi leur capacité d'adaptation et d'innovation.

Témoignages



Mamadou Mbaye, président du Collège des ligneurs, membre du CLPA de Kayar : « La formation renforce nos connaissances et améliore nos pratiques. C'est une arme essentielle face aux changements climatiques ».



Khouré Gueye Ndoeye, présidente de la Fédération des femmes actives de la pêche de Kayar : « Notre organisation regroupe plus de 1 100 femmes. Grâce aux formations reçues, j'ai pu développer mon activité. Mais nous avons toujours besoin d'un meilleur accès au financement pour accroître notre capacité d'adaptation ».

Bonnes pratiques dans la pêche continentale

Goudomp : s'adapter à la salinisation et à la raréfaction des ressources

Située au sud du pays dans la région de Sédhiou, la commune de Goudomp a été l'un des premiers centres de débarquement à alimenter en poissons frais, séchés ou fumés une bonne partie de la Casamance et certains pays environnants. À partir des années 1980, la pêche aux poissons (le mullet, le tilapia, la carpe, le capitaine, la sardinelle, l'ethmalose, et le mâchoiron, ou « kong » en wolof) a été progressivement remplacée par la pêche aux crevettes, qui constitue désormais l'une des principales sources de revenus des populations locales. Cependant, les changements climatiques ont fortement perturbé cet équilibre.

Comment les changements climatiques sont-ils ressentis par les acteurs de la pêche ?

Les acteurs de la pêche ont observé une baisse importante des pluies dans les années 1970 à 1990, l'augmentation de la salinité de l'eau et des sols, la régression de la mangrove, qui est pourtant une zone de reproduction pour de nombreuses espèces, la diminution des quantités de poissons et de crevettes, la menace de disparition de certaines espèces comme la carpe, ainsi qu'une baisse des revenus pour les pêcheurs, mareyeurs et transformatrices.

Ces changements ont rendu l'activité de pêche plus difficile et plus incertaine.

Quelles mesures ont été initiées pour la résilience des acteurs ?

Malgré des moyens limités, les acteurs réunis au sein du CLPA de Goudomp, avec l'appui du service des pêches, ont pris plusieurs mesures importantes : l'interdiction des filets à monofilament et des filets à mailles non réglementaires (utilisés surtout par les étrangers qui viennent des pays limitrophes), la lutte contre la pêche des espèces juvéniles, la protection de la mangrove contre la dégradation, et la sensibilisation des pêcheurs locaux et étrangers sur les bonnes pratiques.

Ces règles locales contribuent progressivement à la restauration des ressources et des écosystèmes aquatiques.

Quels sont les besoins pour renforcer la résilience des acteurs ?

Globalement, les acteurs expriment entre autres besoins la poursuite de la subvention de moteurs hors-bord pour augmenter les capacités de prises, la mise en place de moyens de conservation (p. ex., chambres froides, unités de fabrication de glace), la création d'une banque ou d'un fonds local de crédit, le renforcement des formations sur la qualité et la conservation, et l'amélioration de la surveillance et de l'application de la réglementation pour dissuader les mauvaises pratiques.

Les besoins spécifiques des femmes tournent essentiellement autour des points suivants :

- L'appui en matériel (claies de séchage, tables de tri des crevettes, fours modernes à énergie solaire à la place du bois pour le fumage, matériel frigorifique pour la conservation des produits).
- L'amélioration de l'accès aux financements.

Témoignages



Khadiyatou Niang, transformatrice et présidente des femmes mareyeuses : « Avec la raréfaction des ressources, les prix ont fortement augmenté. Avant, une ethmalose coûtait 5 FCFA, aujourd'hui c'est 100 FCFA. Pour continuer à travailler, nous avons besoin d'un meilleur accès aux financements ».



Filets de pêche avec des flotteurs

Bonnes pratiques dans l'aquaculture

Kolda : la pisciculture intégrée, une solution d'avenir face aux changements climatiques

Deux sortes de productions halieutiques existent dans la région de Kolda : les apports extérieurs par le mareyage, qui représentent 95 % de la production totale, et la production par la pêche locale dans les plans d'eau douce intérieurs (apports intérieurs) (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie de la République du Sénégal, 2015).

Perception de la manifestation des changements climatiques

Dans la région de Kolda, les populations constatent une augmentation de la température au cours des 30 dernières années, des saisons de plus en plus sèches, l'augmentation de la fréquence des inondations et vents violents et le tarissement précoce du fleuve Casamance.

Ces phénomènes affectent la production agricole et halieutique.

Pour parer à cette situation, il est nécessaire de mettre en œuvre des actions parmi lesquelles figure la promotion d'activités aquacoles conformément au PNA du secteur (axe 5) et à la CDN.

C'est dans ce contexte que l'Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA) appuie les populations dans la mise en œuvre d'une pisciculture intégrée à d'autres activités pour une amélioration durable de leur résilience.

Mesures d'adaptation mises en œuvre : la ferme intégrée de Séméricounda, une expérience réussie

Dans le village de Séméricounda (commune de Dioulacolon), une ferme familiale polycole d'un hectare a été mise en place avec l'appui de l'ANIDA. Cette ferme emploie 32 producteurs, dont 28 femmes (87,5 %) et 4 hommes.

Activités de la ferme

Pisciculture

- Construction de 3 bassins piscicoles
- Ensemencement de 5 000 alevins de tilapia
- Renouvellement naturel par reproduction
- Récolte tous les 6 mois
- Vente de poisson à 2 000 – 2 500 FCFA/kg

Maraîchage et arboriculture

- Équipement : système d'irrigation goutte-à-goutte, mini-forage, panneaux solaires
- Cultures : piment, poivron, jaxatou, tomate
- Arbres fruitiers : manguiers, papayers, citronniers

Aviculture et élevage bovin

- Un poulailler de 100 sujets
- Embouche bovine et production laitière



Une intégration intelligente et écologique

- L'eau des bassins piscicoles sert à irriguer les cultures
- Le fumier des bovins fertilise le sol
- La fiente de volaille est utilisée comme engrais biologique
- La production est continue toute l'année



Ce système augmente la productivité tout en protégeant l'environnement



En définitive, l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture au Sénégal constitue une opportunité pour bâtir un développement plus résilient, équitable et inclusif. La prise en compte effective du genre, le renforcement de la gouvernance locale et la valorisation des initiatives communautaires apparaissent comme des leviers essentiels pour atteindre la vision d'« une pêche productive et résiliente au changement climatique, porteuse d'un développement durable et d'inclusion à l'horizon 2035 ».

Témoignages



Ababacar Ndao, responsable du programme d'appui à la mise en œuvre des fermes, ANIDA Kolda : « Cette ferme est une ferme typique des fermes de l'ANIDA avec une diversité d'activités intégrées qui permettront une production et une génération de revenus continues pendant toute l'année, permettant une meilleure résilience des femmes et des jeunes face aux défis des changements climatiques ».

Références bibliographiques

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie de la République du Sénégal. (2015). *Kolda. Situation économique et sociale régionale 2012*. <https://www.ansd.sn/sites/default/files/2022-12/SES-Kolda-2012.pdf>

Barange, M., Bahri, T., Beveridge, M. C. M., Cochrane, K. L., Funge-Smith, S., & Poulain, F. (eds.). (2018). *Impacts of climate change on fisheries and aquaculture: Synthesis of current knowledge, adaptation and mitigation options* [Document technique No. 627 de la Division des pêches et de l'aquaculture de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture]. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/i9705en>

Deme, M. (2014). *Consultation nationale (étude-analyse) sur les systèmes de cogestion au sein des AMPs du Sénégal. Rapport final. Canary Current LME Project*. http://cclme.iwlearn.org/fr/ressources-et-nouvelles-sur-le-web-cclme/publications/rapports-et-documents-des-reunions-comites/projets-de-demonstration-du-cclme/projet-de-demonstration-4-demonstration-des-aires-marines-protégées-amp-en-tant-qu'outils-permettant-de-dégager-les-bénéfices-de-la-gestion-des-ressources-multiples/consultation-nationale-etude-analyse-sur-les-systèmes-de-cogestion-au-sein-des-amps-du-senegal-de-la-guinee-de-la-guinee-bissau-de-la-mauritanie-et-de-la-gambie/consultation-nationale-etude-analyse-sur-les-systèmes-de-cogestion-au-sein-des-amps-du-senegal/view?set_language=fr

Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique de la République du Sénégal. (2025). *Intégration du genre dans le processus de PNA du secteur de la pêche et de l'aquaculture* [Fiche technique en préparation].

Ministère de l'Environnement et du Développement durable, & ministère des Pêches et de l'Économie maritime de la République du Sénégal. (2016). *Plan national d'adaptation du secteur de la pêche et de l'aquaculture face au changement climatique horizon 2035*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <https://faolex.fao.org/docs/pdf/Sen186289.pdf>

Niasse, L. (2022). Kayar : entre émigration et résistance, les pêcheurs s'organisent pour faire face à la crise. *Bulletin pêche et développement*, 197. <https://peche-dev.org/spip.php?article400>

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2008). *Vue générale du secteur des pêches national*. La République du Sénégal. https://www.fao.org/fishery/docs/DOCUMENT/fc_p/fr/FI_CP_SN.pdf.

Ministère de l'Environnement et de la Transition écologique

Direction du Changement Climatique, de la Transition Écologique et des Financements Verts

Adresse :

Route des Pères Maristes-Hann

Boîte postale : 4055

Téléphone : (221)33 859 13 42 ·

Site Web : www.environnement.gouv.sn



This project is undertaken with the financial support of:
Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :

Secretariat hosted by:
Secrétariat hébergé par :



In partnership with



Government of Ireland
International Development Programme

